Éditorial. L'Asie du Sud-Est

Béatrice Giblin

L'Asie du Sud-Est étant au programme de l'agrégation de géographie de 2020, *Hérodote*, revue de géographie et de géopolitique, y consacre ce numéro, sur une proposition de Benoît de Tréglodé, politologue, et de Nathalie Fau, géographe, qui l'ont aussi pensé et dirigé. L'approche géographique et géopolitique est particulièrement adaptée à l'étude de cette région. En effet, pour l'analyser correctement il est indispensable de prendre en compte ses caractéristiques géographiques exceptionnelles : 4 500 000 km², 642 millions d'habitants, des étendues marines plus vastes que les terres émergées, elles-mêmes constituées d'une succession de péninsules, de détroits, d'archipels parsemés de milliers d'îles et d'îlots répartis parfois en guirlandes, le tout étant divisé en État péninsule (la Malaisie), en États archipels (les Philippines et l'Indonésie) ou encore en État insulaire (Singapour). Ce vaste espace relève aussi d'une analyse géopolitique singulière car, situé entre deux océans, Pacifique et Indien, il joue un rôle central dans la circulation maritime mondiale tant sur le plan géostratégique qu'économique. En outre, il est d'une extrême diversité : diversité linguistique – cinq familles de langues, comparées à une seule en Europe, où la quasi-totalité des langues appartient à la même famille –, diversité religieuse – musulmans, chrétiens, bouddhistes –, et enfin espace où les complémentarités, les relations et bien évidemment les rivalités sont très anciennes.

En 1981, *Hérodote* publiait déjà un numéro « Asie du Sud-Est », sans référence alors à la géopolitique¹, avec en couverture une photo prise par Yves Lacoste de deux enfants au bord d'une digue du delta du fleuve Rouge : la fin de la guerre du Viêt Nam était encore récente. Si, depuis, *Hérodote* n'a pas traité spécifiquement

---

1. *Hérodote* change de sous-titre en 1982, abandonnant : « Stratégies – géographies – idéologies » pour celui de « Revue de géographie et de géopolitique ».

cette vaste région, la revue a néanmoins à plusieurs reprises abordé des questions géopolitiques la concernant, ou consacré un numéro à l'un de ses États (l'Indonésie en 1998, le Viêt Nam en 2015).

Comme le rappelait en 1981 Yves Lacoste dans son éditorial, avant que d'être géographique, l'Asie du Sud-Est fut d'abord une notion géopolitique, et relativement récente puisqu'elle n'est apparue que pendant la Seconde Guerre mondiale suite à l'invasion japonaise dans les colonies françaises, américaines, britanniques et néerlandaises. En effet, pour mener la contre-offensive et la reconquête, les Alliés constituent le *South-East Asia Command* en 1943, confié à l'amiral Mountbatten. Puis, en 1954, afin de contrer l'expansion communiste, est créée l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) sous l'égide des États-Unis, conçue pour être le pendant de l'OTAN, et relayée en 1967 par l'ASEAN (Association of South-East Asian Nations), organisation économique et politique fondée à Bangkok dans le but de renforcer l'économie libérale capitaliste.

Depuis, la notion d'Asie du Sud-Est est communément utilisée par les géographes, les économistes, les démographes et les ethnologues. Le très grand historien que fut Denys Lombard², spécialiste reconnu de cette aire au carrefour des civilisations de l'Inde et de la Chine, qualifie de « Méditerranée sud-est asiatique » ce vaste ensemble, auquel il intègre le sud de la Chine à cause du fonds culturel commun (culte des anciens, tambours de bronze, mythes, etc.) à ces différents pays [*Hérodote*, 1998], qui ont de très anciennes relations, y compris conflictuelles.

Certains des thèmes traités en 1981, tels le triangle d'or de production de la drogue ou les nouveaux problèmes du Viêt Nam, sont absents de ce numéro ou traités différemment. Rappelons que le Viêt Nam a fait l'objet d'un numéro en 2015 (n° 157). Quant au triangle d'or, il est désormais remplacé par l'Afghanistan³, même si la culture du pavot et le trafic de drogue n'ont pas totalement disparu, en particulier en Birmanie dans l'État Shan et au Laos. Le trafic régional subsiste à cause de la porosité des frontières entre les trois pays du triangle d'or (Thaïlande, Birmanie, Laos) et de la proximité de la Chine, trafic facilité aussi par la géographie physique (région de haute montagne difficile d'accès pour les autorités) où les populations sont encore très pauvres (et, de fait, dépendantes de ces subsides). L'Indonésie n'ayant pas été traitée en 1981, elle le fut en 1998. Le pays justifiait qu'on lui

2. Denys Lombard a publié *Le Carrefour javanais*, ouvrage tiré de sa thèse d'État dont Yves Lacoste a fait un compte rendu élogieux dans le numéro d'*Hérodote* consacré à l'« Indonésie, orient de l'Islam ».

3. La politique d'éradication menée par le gouvernement thaïlandais et soutenue par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) et la pression de l'administration américaine par le biais de la DEA ont été efficaces.

consacrât un numéro entier, compte tenu de son importance, non seulement par son poids démographique (225 millions d'habitants, 267 en 2019) et par sa superficie (1,9 million de km²) mais aussi parce qu'il est le premier pays musulman du monde.

Ce numéro a une tout autre approche. Il a été construit principalement autour de l'ASEAN, dont le poids politique et économique s'est accru au point de devenir un acteur à part entière dans la géopolitique de ce vaste ensemble, voire au plan mondial dans les années à venir, du fait de ses enjeux géopolitiques et géostratégiques.

L'ASEAN regroupe dix États : les fondateurs – l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines (1967) – ainsi que le Brunei (1984), le Viêt Nam (1995), le Laos et la Birmanie (1997), et enfin le Cambodge (1999).

Avec un PIB cumulé de 2766 milliards de dollars US en 2017 (15817 milliards pour l'UE) l'ASEAN est le « 5^e bloc économique mondial », derrière l'UE, les États-Unis, la Chine et le Japon. Elle compte 642 millions d'habitants (512 pour l'UE). Comme l'UE, l'ASEAN fonctionne par consensus entre ses États membres, avec une présidence tournante annuellement (2018 : Singapour ; 2019 : Thaïlande). Son siège est à Jakarta. Enfin, le 31 décembre 2015 a été créée la Communauté économique de l'ASEAN (AEC), concrétisation de l'intégration économique de ses membres, afin de faciliter la circulation des flux de capitaux, de biens, de services, d'investissements et de main-d'œuvre qualifiée dans la région. Début 2018, la quasi-totalité des droits de douane sur les échanges de marchandise a été supprimée entre les pays de l'ASEAN, qui a par ailleurs signé des accords bilatéraux de libre-échange avec la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande⁴. Cependant, plus encore qu'au sein de l'UE, le niveau de développement des dix pays de l'ASEAN est très hétérogène : le revenu moyen par habitant va de 1 100 dollars US au Cambodge à 52 000 dollars à Singapour. Et pourtant il n'existe pas de politique des fonds structurels comme celle de l'UE, destinée à accélérer le rattrapage économique des pays les moins développés.

Or ces fortes inégalités de développement ne peuvent expliquer à elles seules le rôle relativement faible de l'ASEAN dans le domaine des relations internationales, loin de correspondre à son poids économique et démographique. Ceci dit, l'article d'Éric Frécon qui ouvre ce numéro bat quelque peu en brèche cette représentation de l'organisme en montrant que son rôle dans le domaine des relations internationales n'est pas si faible qu'on le pense, comme le prouvent les opérations « minilatérales » dans le détroit de Malacca, le projet indopacifique porté par l'ASEAN, ou encore les relations bilatérales avec la Chine et les États-Unis.

4. <<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SG/l-asean-en-bref>> (consulté le 20 novembre 2019).

Assurément son rôle, sans nul doute grandissant en tant qu'acteur international, est lié aux enjeux géostratégiques et géopolitiques majeurs de son territoire. Qui n'a pas entendu parler des rivalités en mer de Chine du Sud, en particulier pour les îles Spratleys ? Cet espace est connu pour être disputé par la Chine et le Viêt Nam dans son intégralité et, pour parties, par Taiwan, les Philippines, la Malaisie et Brunei. La raison avancée afin d'expliquer ces rivalités pour en prendre ou en garder le contrôle est, comme souvent, les gisements de pétrole. Toutefois, selon François-Xavier Bonnet, l'enjeu est beaucoup plus géostratégique qu'économique. Celui-ci montre dans son article comment la recherche océanographique militaire, en particulier les études bathymétriques, est devenue un enjeu géopolitique majeur en mer de Chine méridionale, dans un double contexte de rivalités de pouvoir entre la Chine et les États-Unis et de rivalités territoriales entre quatre pays de l'ASEAN – Viêt Nam, Philippines, Malaisie, Brunei – et la Chine. Les îles Spratleys, ou *Dangerous Ground*, autrefois une zone dangereuse à éviter, sont devenues une région stratégique à haut risque puisqu'un sous-marin nucléaire situé dans ses hauts-fonds pourrait menacer une grande partie de la population de la planète.

Benoît de Tréglodé, quant à lui, démontre que ces quatre États utilisent les revendications sur les îles Spratleys à des fins de géopolitique interne : stabiliser leur pouvoir en faisant jouer la corde du patriotisme. En fait, la mise en avant du contentieux avec la Chine arrange les autres États concernés, qui évitent ainsi de mettre en lumière leurs propres différends maritimes, l'ASEAN n'ayant pas le poids suffisant pour les contraindre à les résoudre.

Située au croisement des flux du commerce mondial, l'Asie du Sud-Est représente aussi un enjeu géopolitique majeur à l'heure de la mondialisation, et en premier lieu le détroit de Malacca qui est après le détroit d'Ormuz le second « goulet d'étranglement des flux mondiaux d'hydrocarbures ». Nathalie Fau, qui qualifie les États riverains de ce détroit d'« États de transits » car ils sont situés sur un corridor énergétique transnational qui relie les pays producteurs aux pays consommateurs, montre que chacun d'eux cherche à valoriser cette situation. La géographe s'interroge alors sur les possibilités d'émergence d'un hub énergétique transfrontalier dans la partie méridionale du détroit de Malacca.

L'enjeu est d'importance compte tenu de la croissance économique, démographique⁵ et urbaine des pays de l'ASEAN. La demande énergétique connaît une croissance exponentielle qui pose de graves problèmes de sécurité énergétique et environnementaux. C'est pourquoi l'ASEAN s'est dotée d'une organisation

---

5. La croissance démographique y est cependant beaucoup plus faible qu'en Afrique, car la transition démographique y a été globalement très rapide, la baisse de la fécondité ayant suivi de près celle de la mortalité

intergouvernementale indépendante, l'ASEAN Center for Energy (ACE), qui sert de forum de dialogue sur les défis énergétiques régionaux en fournissant une expertise pour les politiques et les programmes énergétiques des dix pays de la région, comme l'observe Éric Mottet.

En revanche, l'ASEAN est moins avancée pour une gestion commune et concertée des catastrophes auxquelles ses États membres sont fréquemment confrontés, même si, selon Christine Cabasset, la coopération dans ce domaine est amorcée.

Si, sur le plan géopolitique externe, les rivalités territoriales avec la Chine sont anciennes et permanentes, il n'en reste pas moins que, compte tenu du poids politique et économique du pays et du rôle de sa diaspora dans la région⁶, il est impossible aux États de l'ASEAN de ne pas trouver quelque terrain d'entente. De fait, leur forte croissance économique tient pour une large part à leurs relations avec la Chine, qui est leur premier partenaire commercial et un investisseur majeur. L'article d'Elsa Lafaye de Micheaux analyse les conséquences de ces relations économiques comme un vecteur de normes sociales : le modèle chinois – capitalisme et contrôle politique maximal – semblant être imité dans plusieurs États de l'ASEAN, le Viêt Nam en étant le meilleur exemple.

À l'heure des profonds réaménagements géopolitiques, économiques et culturels en Asie du Sud-Est – que provoquent notamment les initiatives chinoises du programme *Belt and Road Initiative* –, la tendance de la recherche est à la marginalisation ou à l'évitement du fait religieux. Avec son article humoristiquement intitulé « Les nouvelles routes de la foi sud-est asiatiques », Jérémy Jammes prend le contre-pied d'une lecture aveugle ou négligente de cette réalité. Il tente de déterminer les spécificités des institutions religieuses et des mouvances missionnaires dans, au travers et depuis l'aire considérée en les reliant aux tendances lourdes d'un phénomène de mobilité du religieux de portée mondiale. En Asie du Sud-Est, les réseaux missionnaires intra- et interasiatiques, qu'ils soient chrétiens, bouddhistes ou musulmans, sont très actifs et loin de n'être que les réceptacles passifs de missionnaires occidentaux.

En outre, l'Asie du Sud-Est est parfois considérée comme un second front du terrorisme islamique. Gabriel Focal corrige et précise cette représentation en montrant que les groupes islamistes y sont morcelés et fortement territorialisés. Les pays les plus touchés par le terrorisme – Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande – se caractérisent pas une montée des autoritarismes, des formes nouvelles d'islamisation de la société et la militarisation des coopérations internationales des politiques de sécurité.

6. Denys Lombard parlait même de « Méditerranée chinoise » pour l'Asie du Sud-Est marquée par les implantations chinoises (voir P. Trolliet, *La chimie et son économie*, 1981).

HÉRODOTE

L'inégal développement des États de l'ASEAN entraîne des mouvements migratoires : les populations des États les plus pauvres vont chercher fortune dans les États les plus développés. Ces migrations, étudiées par Loïs Bastide entre trois pays – l'Indonésie, pays de départ, et la Malaisie et Singapour, pays d'arrivée –, sont à la fois source de bénéfices pour ces trois pays mais aussi source de conflits : internes à chacun d'eux, sur le plan de leurs relations bilatérales, et sur la scène internationale.

Trois études de cas de géopolitique locale complètent ce numéro. L'une porte sur l'internationalisation et la financiarisation du marché immobilier à Phnom Penh. Gabriel Fauveaud y parle de « géopolitique de l'immobilier » pour désigner l'importance des flux de capitaux régionaux, des partenariats internationaux et des investissements étrangers dans la réorganisation des marchés immobiliers du Sud-Est asiatique. Le secteur immobilier, y compris dans les économies émergentes, est pleinement intégré à la mondialisation.

Rémi Desmoulière étudie dans sa contribution les formes, les enjeux et les effets des conflits opposant les acteurs du transport public à Jakarta. Aux conflits internes, qui opposent principalement les chauffeurs de minibus entre eux, se sont ajoutés à partir des années 2010 des conflits externes entre les opérateurs de minibus et des modes de déplacement concurrents, notamment le bus à haut niveau de service et les motos-taxis à la demande.

Enfin, Rodolphe De Koninck, qui avait participé au premier numéro sur l'Asie du Sud-Est en 1981 (ce qui prouve la fidélité des auteurs envers *Hérodote* et réciproquement !) et dont l'article étudiait alors « les enjeux et stratégies spatiales de l'État en Malysia », observe cette fois la cité-État de Singapour, dont il est un spécialiste internationalement reconnu. Il analyse comment, en quelque 25 ans, Singapour est passée du statut de ville du tiers monde à celui de membre à part entière des pays du premier monde, en multipliant les initiatives innovantes dans bien des domaines mais au prix d'un contrôle social serré.

Signalons aussi la sortie en septembre 2019 de la 4^e édition très remaniée de son livre *L'Asie du Sud-Est*, publiée chez A. Collin.